

L'AUTHENTIQUE

N°134 du mardi 23 septembre 2003 Prix : 200 UM. 1 Euro. Décadaire d'informations - e-mail : lauthentique2003@yahoo.fr

Mohamed Ould Moloud

président de l'Ufp

"Il va falloir amener tous les acteurs à respecter la loi, tamment en évitant tout recours à la fraude, à toute forme de manipulation, parce qu'au delà même des élections cela compromet l'État. Et dans une période de déstabilisation, la légitimation de l'Etat est notre arme majeure pour préserver l'avenir de ce pays. Je crois que tous les acteurs doivent éviter le zèle, l'irresponsabilité. Il ne faut pas compromettre l'avenir du pays en essayant d'introduire ces pratiques dépassées".

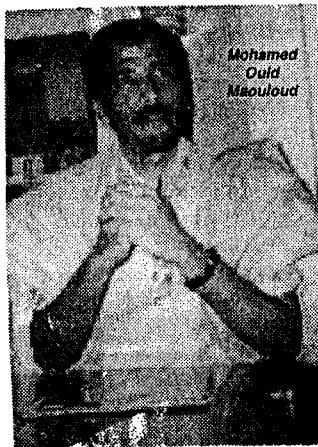


Interview de Mohamed Ould Moloud président de l'Ufp

"Il va falloir amener tous les acteurs à respecter la loi, notamment en évitant tout recours à la fraude, à toute forme de manipulation, parce qu'au delà même des élections cela compromet l'État. Et dans une période de déstabilisation, la légitimation de l'État est notre arme majeure pour préserver l'avenir de ce pays. Je crois que tous les acteurs doivent éviter le zèle, l'irresponsabilité. Il ne faut pas compromettre l'avenir du pays en essayant d'introduire ces pratiques dépassées".

L'Authentique : qu'est-ce qui a manqué à l'UFP pour que le parti ne puisse désigner un candidat issu de ses rangs aux présidentielles de novembre prochain ?

Mohamed Ould Moloud : peut être un excès d'égoïsme. L'UFP est un parti qui possède tout ce qu'il faut pour se présenter à pareille compétition. Il a son projet de société relativement clair, un électoral stable. C'est un parti qui a réussi une implantation nationale et qui a une grande capacité d'ouverture et d'alliance. Il a également sa vision stratégique et tactique... En fait, il a l'essentiel pour se présenter. Maintenant, la question de l'opportunité est une question qui relève d'une conjoncture particulière qui constitue un problème pour l'ensemble des forces politiques, qui nous interpelle tous. Nous pensons qu'il n'est pas très judicieux de l'ignorer. Nous avons même l'obligation patriotique de mettre l'intérêt national au premier plan. De ce point de vue, un parti d'opposition doit se dire que le pays traverse actuellement une période très délicate, que la démocratie n'est pas encore bien implantée, ni dans les faits, ni dans les esprits. Et que l'enjeu électoral de l'alternance n'est pas facile. On ne peut pas ignorer que le pays, depuis le 8 juin, est entré dans une période - nous espérons que ce ne soient que des tourbillons plutôt que des tempêtes. Aujourd'hui, la paix civile étant menacée, la compétition politique doit donc se dérouler dans des conditions qui remplissent la préservation de cette paix civile. L'ouverture d'une voie pour le changement devenu absolument inévitable et nécessaire. Nous avons pensé que l'opposition ne peut jouer un rôle efficace que si elle présente un candidat unique, ou du moins, un candidat capable de rassembler le plus large éventail de forces politiques nationales qui souhaitent le changement. Et c'est pour cela que nous avons pensé qu'au sein des partis d'opposition, il nous est difficile de faire le consensus sur l'un d'entre nous, à cause de situations et de relations qui ont été difficiles ces derniers temps et que nous n'avons malheureusement pas eu le temps de surmonter. Donc le plus judicieux pour nous fut de nous entendre sur un candidat indépendant des partis,



mais qui est capable d'unir, et les partis d'opposition et au delà des partis d'opposition, toutes les forces qui souhaitent le changement. Et ainsi, provoquer une polarisation salutaire de la compétition politique, parce qu'une polarisation de cette scène rend la compétition plus significative : le peuple va espérer le changement, ceux qui défendent le système seront amenés à fournir encore plus d'efforts pour le défendre. Une polarisation est également également plus responsable parce que nous avons désormais deux camps qui peuvent tenir compte de l'ensemble des données du problème et qui peuvent maîtriser le changement de la façon qui préserve la paix civile.

L'Authentique : est-ce à dire que les candidatures, telles celles d'Ahmed Ould Daddah et de Messaoud Ould Boulkheir n'ont pas leur raison d'être ?

Mohamed Ould Moloud : non, nous n'avons pas dit ça... Nous avons pris notre décision avant que ceux-ci ne soient candidats ! Vous savez bien que nous avons pris notre décision le 17 août, 2003 ; à ce moment-là, ils n'étaient pas candidats. Et nous l'avons faite à partir aussi d'une analyse de la situation, puis après des consultations très approfondies avec toutes les forces politiques en présence. Notre position finale reflète notre façon de voir l'intérêt national, l'intérêt de la démocratie, l'intérêt de l'opposition...

L'Authentique : vous entendez par là que l'intérêt national, l'intérêt de la démocratie et l'intérêt de l'opposition ne résident pas dans le soutien

d'une candidature de l'opposition
Mohamed Ould Moloud : actuellement, cela est vrai... Parce que nous ne sommes pas dans un cadre démocratique normalisé et apaisé et par conséquent, la lutte de programmes, la lutte d'étiquettes, n'a pas tellement de sens pour l'électeur mauritanien moyen. Aujourd'hui, il faut choisir entre celui qui veut le changement et celui qui veut le statu-quo.

L'Authentique : alors, vous soutenez Ould Haïdalla parce qu'il n'a pas de programme et parce qu'il est le symbole du changement, à vos yeux ?

Mohamed Ould Moloud : je rectifie... Haidalla dans sa déclaration a bien avancé un programme, c'est-à-dire les grandes lignes de ce qu'il veut réaliser au profit du pays qui est basé sur les réformes institutionnelles. Après notre rencontre avec lui qui a abouti à la création d'une coalition pour l'alternance pacifique, les axes du programme ont été clairement définis : ce programme veut d'abord une alternance pacifique, la préservation de la paix civile qui vise à restaurer l'État de droit, qui vise à ce que les grands choix économiques soient désormais décidés après une consultation avec toutes les parties concernées... Un programme résolu à amener la Mauritanie à retrouver son rôle de partenaire solidaire de son cadre culturel islamique, arabe africain... Un programme aussi qui vise à rénover dans la façon de gérer le pays notamment en instaurant un gouvernement de concorde nationale qui rompt avec la gestion traditionnelle des affaires publiques.

L'Authentique : il semble qu'au sein de la coalition autour de la candidature de Ould Haïdalla, tout ne va pas pour le mieux, notamment dans la manière de conduire la future campagne...

Mohamed Ould Moloud : ce débat est aujourd'hui largement dépassé. L'option qui a été retenue depuis deux à trois semaines, est de mener une campagne commune. Parce qu'une campagne séparée n'a pas trop de sens. L'idée a été suggérée après que beaucoup de forces aient rallié Haïdalla et après constat que la coordination entre

toutes les forces peut être problématique à court terme. En réalité, l'intérêt même de la candidature de Haïdalla, c'est de rassembler, c'est de mettre en harmonie, ce qui peut être la réplique de la Mauritanie que nous voulons demain, c'est-à-dire une Mauritanie diverse et unie malgré ses diversités... Et c'est pour cela que la campagne est un exercice politique de très grande importance pour mettre en harmonie toutes ces forces-là, ceci est une très bonne expérimentation pour la gestion du pays à l'avenir.

L'Authentique : à écouter ou à lire votre directeur de campagne, on a l'impression que votre coalition ne veut rien céder...

Mohamed Ould Moloud : écoutez, en tant que partenaire de la coalition pour l'alternance pacifique, je confirme que notre partenaire candidat a pris des engagements formels avec nous mais aussi avec d'autres, qu'il adhère entièrement à l'option pacifique. Toutefois, cela ne veut pas dire que nous ne défendrons pas avec force et vigueur nos droits... Mais on le fera toujours avec la courtoisie nécessaire, avec le respect des civilités convenues, dans l'esprit des lois et dans l'esprit de la préservation d'un climat de paix. Nous nous engageons à rechercher avec nos partenaires qui sont les administrations, et nos adversaires même s'il le faut, un terrain d'entente, pour que les choses se passent de la façon la plus normale au bénéfice de tous. Déjà, durant la dernière rencontre que le président de la République a bien voulu m'accorder, nous avons discuté d'un code de bonne conduite entre les différents acteurs politiques, de la nécessité même que les parties se voient pour en discuter... Et nous sommes dans la même trajectoire. Nous souhaitons que l'ensemble des acteurs, et notamment tous les candidats, s'engagent effectivement à respecter les règles qui s'imposent pour garantir la qualité de cette compétition. En fait, nous avons besoin que toutes les parties, que tous les candidats se rencontrent pour convenir d'un code de bonne conduite afin que cette élection renforce la démocratie, et préserve la paix civile. Chaque partie doit par

exemple déclarer qu'il ne recourra jamais à la fraude, qu'il ne recourra jamais à la violence... Ce sont là les deux dangers qui menacent toute compétition.

L'Authentique : est-ce que le président de la République vous a entendu ?

Mohamed Ould Moloud : j'ai déjà dit que le président de la République est d'accord. Il a souhaité que les parties se voient pour apaiser la compétition politique en adoptant un code de bonne conduite... Sur le principe ! Maintenant sur les modalités, dans la démarche, comment les choses doivent se faire, c'est aux partis de se voir entre eux.

L'Authentique : jusque-là, la coalition s'abstient d'évoquer ce qu'elle ferait en cas de défaite après le 7 novembre...

Mohamed Ould Moloud : avez-vous posé la question au Prds ?

L'Authentique : non !

Mohamed Ould Moloud : (rires...). Moi, je vous parle en tant que président de l'UFP... Vous connaissez très bien notre position par rapport à la question de l'évolution politique de la Mauritanie et de la nécessité à tout prix de préserver d'abord la paix civile et également de dégager la voie pour plus de démocratie et dans ce cadre-là, nous pensons que cette élection est extrêmement importante. Pour nous, il va falloir amener tous les acteurs à respecter la loi, notamment en évitant tout recours à la fraude, à toute forme de manipulation, parce qu'au delà même des élections cela compromet l'État. Et dans une période de déstabilisation, la légitimation de l'État est notre arme majeure pour préserver l'avenir de ce pays. Je crois que tous les acteurs doivent éviter le zèle, l'irresponsabilité. Il ne faut pas compromettre l'avenir du pays en essayant d'introduire ces pratiques dépassées. De l'autre côté, je pense que, quoi qu'il en soit, avec des élections transparentes, le peuple mauritanien va respecter le résultat des urnes... Parce qu'il est convaincu que tout s'est passé normalement. Ainsi, si quelqu'un ne veut pas respecter les résultats des urnes, il sera isolé. De ce point de vue-là, l'arme majeure, est qu'il y ait d'abord, la transparence, le respect de la loi, et au-delà, que chaque acteur respecte le résultat des urnes. Cela n'enlève rien aux possibilités de contestation qui sont d'ailleurs prévues par la loi. Les protagonistes ont le droit de contester par les voies légales, les voies politiques, les résultats lorsqu'ils sont considérés comme irréguliers. Je pense que si nous envisageons les choses comme ça, nous allons conserver l'ordre de priorité qui exige de préserver la paix civile en Mauritanie, de donner toutes ses chances à la démocratie... Puisque l'opposition dans son ensemble, à travers ces élections, modifie le rapport de forces pour que désormais le pays ne puisse plus être géré de l'ancienne façon. Dernièrement, pour ce qui concerne l'UFP, être à un niveau qui permette de jouer le rôle qu'elle pense devoir jouer.